

Pourquoi l'UPR va-t-elle présenter des listes aux élections européennes de mai 2014 ?



UPR - L'union du peuple pour rétablir la démocratie



Élections européennes - 25 mai 2014

LISTE UPR (Union Populaire Républicaine)

Une vision fidèle aux idéaux républicains, rejetant tout extrémisme et garantissant la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes

Sortons de l'UE !

Puisque les européistes participent aux élections nationales pour détruire de l'intérieur la République française, nous devons participer aux élections européennes pour détruire de l'intérieur la « construction européenne ».



Comme le savent ceux qui nous suivent régulièrement, **l'UPR compte présenter - dans les 8 circonscriptions inter-régionales - des listes aux élections européennes qui auront lieu le dimanche 25 mai 2014.**

Depuis que nous avons rendu cette information publique, lors de notre université d'automne de Tours-Meslay, quelques cybermilitants ou quelques groupuscules, qui agissent en sous-main pour le compte du Front National, de DLR ou du Front de Gauche, ont fait mine de s'en étonner ou ont décidé de la critiquer vertement.

À les entendre, puisque l'UPR condamne la construction européenne et que le Parlement européen n'est qu'une parodie de démocratie, notre mouvement devrait rester à l'écart de cette consultation.

Manœuvres inspirées par l'inquiétude sourde qui taraude de plus en plus ces partis leurres, médiatisés par le système, devant la montée en puissance régulière et irrésistible de l'UPR. Défiant les "lois de la gravité" médiatiques, notre mouvement poursuit en effet son ascension quasi-exponentielle alors que, selon tous les spécialistes de la politique et des médias, il était considéré jusque là comme théoriquement impossible de parvenir à un tel résultat si l'on est totalement blacklisté par les grands médias radios, télévisés et presse.

Cependant, comme l'UPR joue toujours la transparence vis-à-vis du public, il me semble utile d'expliquer aux lecteurs de bonne foi les raisons qui ont amené le Conseil national de notre mouvement à se décider en faveur d'une participation aux élections européennes de 2014.

Notre participation à ces élections s'explique par 6 considérations puissantes :

- **1) parce que les règles du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel imposent à un mouvement politique de participer à des élections s'il veut pouvoir avoir un accès facilité aux médias.** Les règles du CSA sont précises : l'instance chargée de faire prévaloir une certaine équité dans l'accès aux médias prend en compte, dans son appréciation, si un mouvement politique s'est ou non présenté à des élections antérieures. C'est l'une des raisons importantes qui nous fut opposée par le CSA, au début 2012, pour justifier son apathie devant notre inexistence médiatique dans la campagne présidentielle. Nous ne pourrions donc pas compter sur le (maigre) appui du CSA à l'élection présidentielle de 2017 si l'UPR ne se présentait à aucune élection nationale auparavant.
- **2) parce que les élections européennes sont les SEULES élections nationales au cours desquelles les Français réfléchissent aux enjeux européens.** C'est-à-dire aux enjeux décisifs sur lesquels se focalise l'UPR depuis sa création. On doit certes le regretter, mais c'est un fait que la grande masse des électeurs se désintéresse des enjeux européens aux autres élections, et tout spécialement aux élections cantonales et municipales. En 2014, c'est évidemment lors des européennes que les analyses et les propositions de l'UPR peuvent recueillir des voix, ce n'est pas lors des élections municipales !
- **3) parce que les élections européennes sont aussi les seules élections qui ont lieu en 1 seul tour, et à la proportionnelle intégrale.** Ce sont donc les seules élections qui peuvent échapper au clivage droite-gauche et aux alliances politicardes de premier et de second tour, genre de turpitudes dans lesquelles se vautre DLR (qui multiplie les alliances avec l'UMP, l'UDI et le MoDem) mais que refuse l'UPR.
- **4) parce que toute l'histoire électorale, en France et ailleurs, prouve que l'on peut très bien participer aux consultations, élections ou institutions d'un régime politique que l'on condamne et dont on veut la chute.**

Ainsi :

- Danton participa aux élections du Tiers état aux États Généraux de 1789 dans le district parisien des Cordeliers. Robespierre fut élu, le 26 avril 1789, par l'assemblée électorale d'Artois, parmi les huit députés du Tiers aux États Généraux de 1789. Cela n'empêcha ni l'un de l'autre de soutenir la chute de la monarchie le 10 août 1792 et de devenir d'ardents républicains.

- créé au Congrès de Tours de 1920 par une scission de la SFIO, le Parti Communiste français a participé continuellement depuis lors aux élections, alors même qu'il dénonçait la « démocratie bourgeoise » et que le programme officiel de PCF prônait l'instauration de la « dictature du prolétariat », jusqu'à l'abandon de cette notion lors de son 22e Congrès de 1976.

En d'autres termes, il faut utiliser toutes les possibilités de combattre un système politique, y compris celles qu'il propose.

N'est-ce pas d'ailleurs la stratégie des européistes qui ont investi les élections nationales et les rouages de l'État dans le seul but de détruire de l'intérieur la République française ?

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Il ne s'agit pas d'exagération : l'objectif de dissoudre les États nations est désormais explicite chez les dirigeants de EELV, comme l'a révélé Emmanuelle Cosse, secrétaire nationale d'Europe Écologie Les Verts, lors de l'émission de télévision "Mots croisés" présentée par Yves Calvi sur FR2 le 9 décembre 2013. Cf. http://www.dailymotion.com/video/x18gniq_emmanuelle-cosse-eelv-pour-la-dissolution-de-la-france-et-des-nations-d-europe_news

=> Puisque les européistes participent aux élections nationales pour détruire de l'intérieur la République française, l'UPR doit participer aux élections européennes pour détruire de l'intérieur la prétendue « construction européenne ».

- **5) parce que l'exemple du Britannique Nigel Farage confirme avec éclat le point précédent.** Son parti - UKIP - a réussi une percée aux élections européennes de 2009 au Royaume-Uni, ce qui a prouvé que les élections européennes sont les SEULES élections qui peuvent offrir une tribune et une notoriété internationales à une force politique anti-européenne entièrement nouvelle, dont le programme consiste à proposer aux électeurs de sortir de l'UE.

Du reste, l'UPR a noté avec plaisir et intérêt, lors du Colloque de l'EPAM à Athènes, que les autres partis en Europe qui ressemblent à l'UPR ont également décidé - pour les mêmes raisons que nous - de se présenter aux élections européennes de 2014 : tel sera le cas de l'EPAM en Grèce, de l'IPU en Finlande et du Mouvement pour le Bien Commun en Italie.

- **6) enfin, parce que, si l'UPR n'était pas présente aux élections européennes de 2014, de nombreux électeurs qui ont envie de voter contre la construction européenne seraient inévitablement tentés de voter pour les partis leurres habituels,** dont les programmes "alter-européistes" et les positionnements extrémistes sont sciemment médiatisés par l'oligarchie afin de pourrir tout débat de fond : FN, DLR, FG, NPA, LO...

Je rappelle au passage que le FN a des députés européens depuis... 30 ANS ! M. Le Pen est en effet député européen depuis 30 ans (1984-2014), et, au cours de ce tiers de siècle, il n'y a jamais pris la parole pour dire, ne serait-ce que le millième des critiques de fond contre la construction européenne dont le député britannique Nigel Farage et ses colistiers se sont fait une spécialité. Idem pour M. Gollnisch qui est député européen depuis 25 ANS (1989 - 2014) et Mme Le Pen qui est députés européenne depuis 10 ANS (2004 - 2014).

Grâce au relais de ces interventions régulières par Internet, M. Farage et ses colistiers ont profondément fait évoluer la prise de conscience de centaines de milliers de personnes à travers l'Europe sur la nocivité intrinsèque de la construction européenne. M. Le Pen, M. Gollnisch et Mme Le Pen n'ont, quant à eux, à peu près rien fait d'autre que... d'empocher en silence leur paye de député européen !

Pour toutes ces raisons, l'échéance des européennes de 2014 ne doit pas être manquée par l'UPR, et cela d'autant plus que notre mouvement a suffisamment grandi pour pouvoir s'y présenter.

Je rappelle qu'aux élections européennes précédentes, en juin 2009, l'UPR ne comptait qu'une centaine d'adhérents et ne pouvait donc pas envisager sérieusement de présenter des listes. De façon logique et conséquente, nous avons alors appelé à l'abstention, comme nous le faisons lorsque nous ne pouvons pas être présents nous-mêmes à une élection.

Mais désormais, avec plus de 3700 adhérents au 19 décembre 2013, l'UPR compte 37 fois plus d'adhérents qu'en 2009. Nous avons donc les moyens de nous présenter aux élections européennes, et cela d'autant plus que, si les tendances se poursuivent, l'UPR pourrait compter plus de 4500 adhérents au moment du scrutin, le 25 mai 2014.

En conclusion, si nos adhérents et nos sympathisants souhaitent voter en masse pour l'UPR - et forcer ainsi les médias à parler de nous et à nous ouvrir leurs antennes - il est de la plus haute importance qu'ils vérifient tous s'ils sont bien inscrits sur la liste électorale de leur commune de résidence.

François Asselineau